

# Conflits Armés et Paysanneries : Étude Comparative des Dynamiques Politiques en Guinée et au Mali

## Armed Conflict and Peasantry: A Comparative Study of Political Dynamics in Guinea and Mali

**AGBENO Yao**

Docteur en sciences économiques  
Université Mahatma Gandhi (UMG)  
Laboratoire Entreprise et Développement (LAED)  
Guinée  
[yaoagbeno@univgandhiguinee.com](mailto:yaoagbeno@univgandhiguinee.com)

**CONTE Facinet**

Docteur en sciences économiques  
Université Général Lansana Conte de Sonfonia (Guinée)  
Laboratoire Entreprise et Développement (LAED)  
Guinée  
[facinetmballou@gmail.com](mailto:facinetmballou@gmail.com)

**SIMEN Serge Francis**

Enseignant – Chercheur  
Ecole Supérieure Polytechnique de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar  
Laboratoire Entreprise et Développement (LAED)  
Sénégal  
[serge.simen@esp.sn](mailto:serge.simen@esp.sn)

**Date de soumission** : 06/09/2023

**Date d'acceptation** : 09/11/2023

**Pour citer cet article** :

AGBENO Y. & AL . (2023) « Conflits Armés et Paysanneries : Étude Comparative des Dynamiques Politiques en Guinée et au Mali », Revue Française d'Économie et de Gestion, « Volume 4 : Numéro 11 » pp : 435 – 454.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



## Résumé

Cet article explore l'interaction entre les conflits armés, la paysannerie et la politique en Guinée et au Mali. À travers une approche comparative, il étudie comment les conflits façonnent les relations entre les paysans, l'État et les acteurs externes, et comment ils modifient les territoires et les modes de vie paysans. A partir d'une méthodologie basée sur une combinaison de méthodes qualitatives, incluant l'analyse de documents, des entretiens semi-structurés avec des acteurs clés et des études de cas, les résultats relèvent que les conflits armés ont provoqué des bouleversements significatifs, affectant les modes de vie paysans et transformant leurs relations avec l'État et les acteurs externes.

**Mots clés :** Paysanneries ; Conflits ; Politique ; Guinée ; Mali.

## Abstract:

This article explores the interaction between armed conflict, peasantry and politics in Guinea and Mali. Through a comparative approach, it studies how conflicts shape relations between peasants, the state and external actors, and how they modify peasant territories and ways of life. Using a methodology based on a combination of qualitative methods, including document analysis, semi-structured interviews with key actors and case studies, the results show that armed conflicts have caused significant upheaval, affecting peasant lifestyles and transforming their relations with the state and external actors.

**Keyword:** Peasantry; Conflict; Politics; Guinea; Mali.

## Introduction

Cette recherche entend poser un regard renouvelé sur la complexité des dynamiques de conflits armés dans les contextes spécifiques de la Guinée et du Mali. En mettant l'accent sur les répercussions à long terme de ces conflits sur les paysanneries, elle offre un cadre d'analyse original qui enrichit la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux inhérents aux situations conflictuelles dans ces régions.

Les interactions entre conflits armés, paysanneries et politique ont depuis longtemps suscité de vifs débats parmi les chercheurs et les décideurs politiques (Kaldor, 2012 ; Duffield, 2001). Malgré l'importance croissante des conflits dans de nombreuses régions du monde, l'attention se porte souvent sur leurs impacts immédiats (Cramer, 2003), négligeant ainsi les répercussions à long terme sur les paysanneries et leur rapport au politique (Peemans, 2002). C'est dans ce contexte que le présent article cherche à répondre à la question de savoir quel est l'impact des dynamiques de conflictualité sur les paysanneries dans deux contextes distincts mais tous aussi significatifs : la Guinée et le Mali ?

L'objectif de l'article est de comprendre comment les conflits armés modifient les relations entre les paysanneries, l'État et les acteurs externes et comment ils influencent les territoires et les modes de vie paysans (Bennett, 2002). Il interroge l'impact des conflits fonciers liés à l'exploitation minière en Guinée (Cotula, 2006) et des conflits armés au nord du Mali (Lecocq, 2010) sur les paysanneries. Cette approche comparative offre une perspective unique pour comprendre les similarités et les différences dans les façons dont les conflits affectent les paysanneries et transforment leurs relations avec l'État et les acteurs externes (Korf, 2005).

Au niveau méthodologique, l'article recourt à une combinaison de méthodes qualitatives, incluant l'analyse de documents (Bowen, 2009), des entretiens semi-structurés avec des acteurs clés (DiCicco-Bloom & Crabtree, 2006) et des études de cas (Yin, 2013). L'objectif est de dépeindre une image détaillée et nuancée des dynamiques à l'œuvre dans chaque contexte et de faciliter une analyse comparative efficace (Bennett & Elman, 2006).

La structure de cet article est la suivante : nous commençons par une contextualisation des paysanneries et des conflits en Guinée et au Mali dans la première section. Les sections suivantes, deux et trois, se focalisent sur des études de cas spécifiques en Guinée et au Mali respectivement, offrant une analyse approfondie des effets des conflits sur les paysanneries tout en scrutant leurs interactions avec l'État et les acteurs externes. La section quatre présente une analyse comparative des deux situations, soulignant tant les points de convergence que les divergences. En conclusion, nous synthétisons les principales conclusions de l'étude, nous

débattons de leurs implications pour la politique et la gestion des conflits, et nous esquissons des directions pour les recherches futures.

L'originalité de cet article réside dans son approche comparative et son focus sur les conséquences à long terme des conflits sur les paysanneries. En explorant ces dynamiques dans les contextes spécifiques de la Guinée et du Mali, l'article espère apporter une contribution précieuse à notre compréhension des interactions complexes entre conflits, paysanneries et politique, en élargissant la portée de la discussion au-delà des impacts immédiats des conflits (Korf, 2005 ; Bennett, 2002).

## **1. Revue de la littérature**

L'importance des paysanneries en Guinée et au Mali dans le contexte économique, social et politique est indéniable. Ces communautés, en dépit de leurs différences régionales et de leurs spécificités culturelles, sont au centre des dynamiques de conflit et de changement. C'est dans cette perspective que ce travail explore les paysanneries de ces deux pays et les conflits auxquels elles sont confrontées. Cette section se propose de contextualiser les paysanneries et les conflits en Guinée et au Mali pour poser les bases d'une analyse approfondie de leurs interactions.

### **1.1. Présentation générale des paysanneries en Guinée et au Mali**

La paysannerie est une composante essentielle de la structure sociale et économique en Guinée et au Mali. Ces deux pays, bien que présentant des caractéristiques agricoles et socio-économiques distinctes, ont tous deux vu leur paysannerie subir des transformations majeures au cours des dernières décennies, en grande partie dues aux dynamiques locales et internationales.

En Guinée, la population paysanne constitue une portion importante de la population totale et joue un rôle primordial dans l'économie nationale (Cissé, 2015). Celle-ci s'organise principalement autour de la production de riz, de maïs, et d'autres céréales essentielles à l'alimentation locale. Toutefois, les changements économiques récents ont poussé une partie de cette population à diversifier ses activités, incluant maintenant l'élevage et, de façon plus marginale, l'exploitation artisanale de petits gisements d'or (Hilson & Garforth, 2012). Cette diversification a permis à de nombreux paysans de s'adapter à la concurrence internationale et aux fluctuations des prix sur le marché des céréales, mais elle a aussi entraîné des conflits liés à l'accès et à l'utilisation des terres.

Au Mali, la paysannerie représente également une fraction significative de la population et joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire du pays (Thébaud & Batterbury, 2001). Les paysans

maliens sont principalement engagés dans la culture de mil, de sorgho, de maïs et de riz, tout en pratiquant l'élevage pastoral et agropastoral (Benjaminsen & Ba, 2009). Cette combinaison de cultures vivrières et d'élevage a façonné des paysages agro-pastoraux complexes et dynamiques. Cependant, la région nord du Mali, traditionnellement peuplée par des communautés pastorales nomades, a été le théâtre de conflits armés récurrents qui ont provoqué des déplacements massifs de populations, perturbant ainsi les systèmes de production agricole et pastorale traditionnels (Lecocq & Schrijver, 2007).

Bien que la paysannerie en Guinée et au Mali présente des caractéristiques distinctes, elles sont toutes deux confrontées à des défis similaires en termes de transformations économiques, d'accès à la terre et de conflits. L'étude de ces défis, ainsi que des stratégies d'adaptation et de résistance des paysanneries, sera cruciale pour comprendre les impacts des conflits sur ces communautés et leurs relations avec l'État et les acteurs externes.

## **1.2. Présentation des conflits armés en Guinée et au Mali**

Les conflits en Guinée et au Mali, bien que divergents dans leurs origines et leurs dynamiques, ont tous deux un impact significatif sur les paysanneries de ces pays.

En Guinée, les conflits fonciers ont pris une ampleur considérable avec l'essor de l'exploitation minière. L'arrivée de sociétés minières multinationales, intéressées par l'exploitation des vastes ressources en bauxite, or et diamants du pays, a exacerbé les tensions autour de l'accès et de la propriété de la terre (Cotula, 2008). Par exemple, dans la préfecture de Boké, une des principales régions minières de Guinée, les conflits entre les compagnies minières, l'État et les communautés locales ont mené à de violentes manifestations en 2017, conduisant à un arrêt temporaire des activités minières (McMahon & Morel, 2014). Ces conflits entraînent des répercussions profondes sur les paysanneries, y compris la perte de terres agricoles, le déplacement des communautés, et l'émergence de nouveaux modes de vie et de moyens de subsistance basés sur le travail minier (Yaro, 2010).

Au Mali, le conflit armé au nord du pays, impliquant des groupes séparatistes touaregs, des djihadistes, et diverses milices d'auto-défense, a des implications dévastatrices pour les paysanneries (Lecocq & Schrijver, 2007). Le conflit a entraîné des déplacements massifs de populations, perturbé les activités agricoles et pastorales, et modifié les structures sociales et économiques des communautés paysannes. Par exemple, dans la région de Kidal, une région sahélienne du nord du Mali, la guerre a non seulement contraint de nombreuses familles à fuir, mais a également perturbé les routes de transhumance traditionnelles, menaçant les moyens de subsistance de nombreux éleveurs (Ferrer, 2017).

L'analyse de ces conflits, de leurs dynamiques et de leurs impacts sur les paysanneries en Guinée et au Mali, est essentielle pour comprendre comment ces communautés s'adaptent et résistent à ces défis, et comment ces processus transforment leurs relations avec l'État et les acteurs externes.

### **1.3. Impact général des conflits sur les paysanneries**

En Guinée, l'arrivée massive des sociétés minières a conduit à la spoliation des terres paysannes, entraînant la perte de terrains agricoles. De plus, l'exploitation minière a transformé la dynamique sociale des communautés paysannes. Les inégalités ont été accentuées avec l'apparition d'une nouvelle classe de paysans plus riches qui louent leurs terres aux sociétés minières (Hilson & Maconachie, 2009). Cette évolution a créé des tensions au sein des communautés et a perturbé les structures sociales traditionnelles. L'impact des conflits fonciers a également conduit à l'émergence de nouveaux modes de vie et de subsistance. Face à la perte de leurs terres, certains paysans ont dû s'adapter et trouver d'autres moyens de subsistance, par exemple en devenant des travailleurs occasionnels dans les mines (Cotula, 2008).

Au Mali, les effets du conflit armé sont également considérables sur les paysanneries. Le conflit, qui a débuté en 2012, a entraîné un déplacement massif de populations et a fortement perturbé les systèmes de production agricole (Bøås & Dunn, 2013). La violence et l'insécurité ont bouleversé les modes de vie traditionnels des paysans et ont entravé l'accès aux champs et aux marchés, menaçant la sécurité alimentaire (Benjaminsen & Ba, 2014). En outre, le conflit a eu un impact sur les structures sociales, car il a exacerbé les tensions entre différentes communautés et modifié les relations de pouvoir au sein des paysanneries.

Ces impacts variés des conflits sur les paysanneries mettent en évidence la complexité des interactions entre conflits armés, paysanneries et politique. Ils soulignent la nécessité d'une analyse plus nuancée qui tient compte des dynamiques spécifiques à chaque contexte. Il est ainsi crucial de comprendre comment les paysans naviguent et négocient ces dynamiques conflictuelles, et comment ils s'adaptent et résistent aux changements imposés par les conflits.

Les conflits en Guinée et au Mali, bien que différents dans leur nature, ont des répercussions importantes et variées sur les paysanneries. Les impacts de ces conflits se manifestent dans des transformations structurelles des modes de vie et des pratiques agricoles, ainsi que dans des perturbations sociales et économiques profondes. Ces observations initiales jettent une lumière sur la complexité des interactions entre conflits, paysanneries et politiques dans ces deux contextes. Toutefois, pour une compréhension plus approfondie, une analyse détaillée de ces

dynamiques dans chaque contexte est nécessaire, comme nous le verrons dans les sections suivantes.

## **2. Étude de cas : Guinée**

Dans le cadre de cette étude, la Guinée offre un exemple illustratif des conflits liés à l'exploitation minière et de leurs répercussions sur les paysanneries. Dans ce pays riche en minéraux, l'exploitation minière est devenue une source majeure de conflit foncier, affectant profondément les communautés paysannes. Cette section explore les dynamiques spécifiques de ces conflits et leurs impacts sur les paysanneries, les relations entre les paysans, l'État et les acteurs de l'exploitation minière, ainsi que les formes d'assujettissement et d'agency qui en découlent.

### **2.1. Impact du conflit sur les paysanneries : perturbations territoriales, modifications des modes de vie**

L'impact des conflits fonciers liés à l'exploitation minière sur les paysanneries en Guinée a été profond et multiforme. Le plus évident est sans doute la perte de terres agricoles qui a forcé de nombreux paysans à abandonner leur mode de vie traditionnel basé sur l'agriculture. Avec la diminution de la disponibilité des terres cultivables, les paysans se sont retrouvés avec peu de choix si ce n'est de chercher de nouvelles sources de revenus, souvent en dehors du secteur agricole (Yaro, 2010).

Dans la région de Boké, par exemple, beaucoup de paysans qui ont perdu leurs terres se sont tournés vers l'exploitation artisanale de l'or. Ce changement de métier a des implications considérables. Il est associé à une hausse de la vulnérabilité économique en raison de la nature incertaine et fluctuante de l'extraction de l'or. De plus, il peut aussi entraîner des problèmes de santé liés à l'exposition à des produits chimiques nocifs utilisés dans le processus d'extraction de l'or (Hilson & Garforth, 2012).

Parallèlement à ces changements économiques, l'exploitation minière a également entraîné des perturbations territoriales et sociales. Les paysanneries, qui étaient auparavant organisées autour de la terre et de l'agriculture, ont dû s'adapter à un nouvel ordre socio-économique dominé par l'industrie minière. Cette transition a entraîné une fragmentation des communautés paysannes, avec des clivages croissants entre ceux qui bénéficient de l'économie minière et ceux qui en sont exclus. Cela a renforcé les inégalités sociales et économiques au sein des communautés paysannes et a contribué à une tension sociale accrue (Hilson & Garforth, 2012). Dans ce contexte, il est important de noter que les impacts de l'exploitation minière ne sont pas uniformes. Ils varient en fonction de facteurs tels que le genre, l'âge et le statut social des

individus. Par exemple, les jeunes hommes ont plus de chances de trouver du travail dans les mines, tandis que les femmes, les personnes âgées et les personnes de statut social inférieur ont tendance à être plus défavorisées (Cissé, 2015). Cette dimension doit être prise en compte pour comprendre pleinement l'impact des conflits fonciers liés à l'exploitation minière sur les paysanneries en Guinée.

## **2.2. Analyse de la relation entre les paysans, l'État et les acteurs de l'exploitation minière**

Les relations entre les paysans, l'État et les acteurs de l'exploitation minière en Guinée sont marquées par une asymétrie de pouvoir et des intérêts divergents. L'État guinéen, cherchant à maximiser les recettes fiscales et à stimuler l'investissement étranger, a souvent privilégié les intérêts des compagnies minières (Cotula, 2008). Les compagnies minières, quant à elles, ont tendance à privilégier la rentabilité économique et ont souvent une perspective à court terme, privilégiant les bénéfices immédiats par rapport à la durabilité à long terme (Hilson & Maconachie, 2009).

Face à cette dynamique, les paysans se retrouvent souvent marginalisés. Leur faible pouvoir de négociation, exacerbé par l'absence d'une représentation efficace, a limité leur capacité à influencer les décisions concernant l'utilisation des terres et l'accès aux ressources (Cotula, 2011). Les paysans ont également souvent manqué d'informations précises sur leurs droits fonciers et sur les implications de l'exploitation minière pour leur subsistance, ce qui a entravé leur capacité à défendre leurs intérêts (Hilson & Maconachie, 2009).

Cette situation a généré un sentiment d'aliénation et de frustration parmi les paysans, alimentant des tensions et des conflits avec l'État et les compagnies minières. Par exemple, dans la région de Boké, l'insatisfaction des paysans face à la perte de terres agricoles et aux faibles compensations offertes a conduit à des protestations et à des affrontements violents avec les forces de sécurité en 2017 (Cissé, 2015).

En outre, l'exploitation minière a également modifié les relations entre les paysans eux-mêmes. La redistribution inégale des bénéfices de l'exploitation minière, ainsi que l'arrivée de nouveaux arrivants attirés par l'essor de l'économie minière, ont exacerbé les inégalités sociales et alimenté des conflits internes au sein des communautés paysannes (Hilson & Garforth, 2012). L'analyse des relations entre les paysans, l'État et les acteurs de l'exploitation minière en Guinée révèle une dynamique complexe de pouvoir, d'intérêts et de conflits. Cette dynamique souligne la nécessité d'aborder les conflits liés à l'exploitation minière non seulement comme un problème foncier, mais aussi comme un symptôme de problèmes socio-économiques et politiques plus profonds.

### **2.3. Étude des formes d'assujettissement ou d'agency pour les paysanneries**

Face à l'expansion de l'exploitation minière et à ses répercussions sur leurs modes de vie, les paysanneries guinéennes ont démontré des formes variées d'assujettissement et d'agency. L'assujettissement peut être observé dans les transformations forcées que les paysans ont dû subir. La perte de terres agricoles a conduit à des déplacements forcés, modifiant les structures sociales et économiques des communautés paysannes. Les paysans ont également dû modifier leurs pratiques agricoles pour s'adapter à la diminution de la disponibilité des terres et aux perturbations environnementales liées à l'exploitation minière (Hilson & Maconachie, 2009).

Toutefois, dans ces situations d'adversité, les paysans ont également fait preuve d'agency. Ils ont montré leur capacité à résister, à s'adapter et à négocier face à l'impact de l'exploitation minière. Par exemple, dans la région de Boké, les paysans ont organisé des manifestations pour exprimer leur mécontentement face à la perte de terres agricoles et aux faibles compensations proposées par les compagnies minières et l'État. Ces protestations ont mis en évidence la volonté des paysans de faire entendre leur voix et de défendre leurs droits (Cissé, 2015).

Dans d'autres cas, les paysans ont cherché à tirer profit de l'économie minière. Certains paysans ont commencé à travailler dans les mines ou à fournir des services aux travailleurs miniers, comme la préparation de la nourriture et la vente de biens de première nécessité. D'autres ont adapté leurs pratiques agricoles pour cultiver des cultures à plus haut rendement ou à cycle de croissance plus court, afin de compenser la diminution de la disponibilité des terres (Hilson & Garforth, 2012).

Ces exemples montrent que, malgré les défis imposés par l'exploitation minière, les paysanneries sont capables de stratégies actives pour faire face à ces transformations. Ces formes d'agency soulignent l'importance de considérer les paysanneries non seulement comme des victimes passives des conflits, mais aussi comme des acteurs capables d'adaptation, de résistance et de négociation.

L'exploitation minière en Guinée offre un aperçu saisissant de la façon dont les conflits peuvent transformer les paysanneries. Les impacts de ces conflits sont profonds et multiples, allant des perturbations territoriales aux modifications des modes de vie, et se manifestent dans des relations complexes entre les paysans, l'État et les acteurs de l'exploitation minière. Malgré leur marginalisation et les défis considérables auxquels elles sont confrontées, les paysanneries en Guinée ont fait preuve d'adaptabilité et de résilience, cherchant à naviguer et à négocier leur place dans le paysage changeant des conflits miniers. Ces constatations jettent une lumière sur les dynamiques spécifiques de conflictualité et leur impact sur les paysanneries en Guinée.

### **3. Étude de cas : Mali**

Pivot de cette étude comparative, le Mali présente un cas distinct de conflit armé au nord du pays et ses effets sur les paysanneries locales. Contrairement à la Guinée où le conflit est principalement centré autour de l'exploitation minière, au Mali, c'est un ensemble de facteurs complexes incluant des enjeux territoriaux, identitaires, économiques et politiques qui alimentent les tensions. Ce chapitre examine en détail les dynamiques de ce conflit et ses conséquences sur les paysanneries, les interactions entre les paysans, l'État et les acteurs du conflit, ainsi que les stratégies de restauration de la paix et de la stabilité et leurs répercussions sur les paysanneries.

#### **3.1. Impact du conflit sur les paysanneries : déplacements forcés, modifications des modes de vie, etc.**

Le conflit armé dans le nord du Mali a eu un impact significatif et souvent dévastateur sur les communautés paysannes de la région. Les déplacements forcés ont perturbé les cycles de plantation et de récolte, ce qui a entraîné une diminution de la production alimentaire. De plus, l'insécurité croissante a rendu l'accès aux champs et aux marchés dangereux, exacerbant les défis auxquels sont confrontées les communautés rurales (McDougall & Scheele, 2012).

L'agriculture dans le nord du Mali est principalement pluviale, ce qui signifie que les paysans dépendent fortement des précipitations pour la culture de leurs champs. Les déplacements forcés ont souvent lieu pendant la saison des pluies, ce qui signifie que les paysans perdent une année entière de récoltes. En outre, le manque d'accès à leurs terres a également conduit à une détérioration des infrastructures agricoles, comme les puits et les systèmes d'irrigation, rendant la reprise de l'agriculture encore plus difficile.

Le conflit a également eu un impact majeur sur l'élevage, une autre composante clé des moyens de subsistance des paysans du nord du Mali. Les routes de transhumance, traditionnellement utilisées par les éleveurs pour déplacer leur bétail vers des pâturages plus verts pendant la saison sèche, sont souvent bloquées ou rendues dangereuses par le conflit. Cela a forcé de nombreux éleveurs à vendre leur bétail à des prix dérisoires ou à abandonner l'élevage (Diarra & Monimart, 2006).

En réponse à ces défis, les paysans ont été forcés d'adapter leurs modes de vie et leurs systèmes de subsistance. Certains ont commencé à cultiver des cultures de subsistance plus résistantes à la sécheresse, comme le millet et le sorgho, tandis que d'autres ont cherché du travail dans les zones urbaines ou se sont tournés vers des activités informelles, comme la collecte de bois de chauffage ou le commerce de petits biens. Cependant, ces adaptations sont souvent insuffisantes

pour compenser la perte de revenus agricoles et d'élevage, entraînant une augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les communautés paysannes (Benjaminsen & Ba, 2014).

### **3.2. Analyse de la relation entre les paysans, l'État et les acteurs du conflit**

La complexité du conflit armé au nord du Mali, avec la présence de différents groupes armés, le gouvernement et la communauté internationale, a créé une dynamique de relations complexe et souvent tendue entre les paysans, l'État et les acteurs du conflit. Cette tension est encore exacerbée par le fait que chaque acteur a ses propres agendas et intérêts, qui ne correspondent pas toujours à ceux des paysans.

La présence de groupes rebelles et de djihadistes dans le nord du Mali a créé un climat d'insécurité et de peur parmi les communautés paysannes. Les violences, les enlèvements et les extorsions sont devenus des phénomènes courants, forçant de nombreux paysans à abandonner leurs terres et leurs moyens de subsistance (Feyissa & Hoehne, 2010). De plus, le manque d'un État présent et efficace dans ces zones a laissé un vide de pouvoir qui est souvent exploité par ces groupes armés.

L'État malien, de son côté, a eu du mal à rétablir la sécurité et la confiance dans ces régions. Malgré les efforts pour rétablir la paix et la sécurité, l'absence d'une présence étatique effective et le manque de services de base ont alimenté la méfiance des paysans envers l'État (Lecocq et al., 2013). De plus, les politiques gouvernementales ont souvent été perçues comme favorisant certaines communautés au détriment d'autres, ce qui a exacerbé les tensions communautaires et alimenté le conflit.

Face à cette insécurité et cette méfiance, certains paysans ont réussi à établir des relations pragmatiques avec différents acteurs du conflit. Par exemple, certains ont négocié des accords de paix locaux avec les groupes armés pour assurer la sécurité de leurs communautés et la protection de leurs moyens de subsistance (Bøås & Dunn, 2013). D'autres ont collaboré avec les organisations humanitaires internationales pour obtenir une aide alimentaire et des services de base.

Cependant, ces relations sont souvent fragiles et soumises aux dynamiques changeantes du conflit. Par conséquent, il est essentiel de comprendre les relations spécifiques entre les paysans, l'État et les acteurs du conflit dans chaque contexte pour développer des interventions efficaces et durables.

### **3.3. Étude des stratégies de restauration de la paix et de la stabilité et de leur impact sur les paysanneries**

En réponse à la crise persistante au nord du Mali, diverses stratégies ont été déployées pour restaurer la paix et la stabilité dans la région. Cela comprend des accords de paix négociés, des initiatives de consolidation de la paix dirigées par l'ONU et d'autres organisations internationales, ainsi que des efforts pour renforcer le gouvernement malien (Autesserre, 2014). Cependant, l'impact de ces initiatives sur les communautés paysannes a été divers et complexe. Certains programmes de consolidation de la paix ont eu un impact positif sur les paysanneries. Par exemple, des projets d'aide au développement et de reconstruction ont aidé à rétablir les infrastructures agricoles détruites par le conflit, telles que les systèmes d'irrigation et les routes, essentielles pour l'agriculture et le commerce (World Bank, 2014). De plus, certains programmes ont offert une formation et un soutien aux paysans pour adopter de nouvelles techniques agricoles ou pour diversifier leurs moyens de subsistance (FAO, 2016).

Cependant, malgré ces efforts, de nombreux défis persistent. Certaines critiques suggèrent que ces programmes ont souvent ignoré les besoins spécifiques et les voix des paysanneries (Richmond & Mitchell, 2012). Par exemple, bien que la restauration des infrastructures agricoles soit importante, elle ne répond pas nécessairement à d'autres défis auxquels sont confrontées les paysanneries, tels que l'accès sécurisé à la terre, la pénurie d'eau et l'insécurité continue. De plus, la participation des paysanneries aux processus de décision concernant ces initiatives de paix est souvent limitée. Les paysans sont rarement impliqués dans la négociation des accords de paix ou la conception des programmes de reconstruction, ce qui peut conduire à une déconnexion entre ces initiatives et les besoins réels des paysanneries sur le terrain (Autesserre, 2014).

Pour illustrer davantage ce point, prenons l'exemple du Programme de Reconstruction et de Relance Economique du Nord du Mali (PRREN). Lancé en 2015, le PRREN visait à rétablir les infrastructures et à relancer l'économie dans le nord du Mali (World Bank, 2015). Cependant, de nombreux paysans ont critiqué le programme pour son manque de consultation et son insensibilité aux dynamiques locales. Par exemple, la reconstruction des routes a parfois déplacé les marchés locaux et perturbé les réseaux commerciaux traditionnels, tandis que les projets d'irrigation ont négligé les systèmes d'eau traditionnels et les besoins des communautés pastorales (Niagate, 2017).

Ces exemples soulignent la nécessité d'une meilleure inclusion des paysanneries dans les processus de paix et de reconstruction. Cela pourrait inclure une consultation plus large des

paysans lors de la conception des programmes, une meilleure prise en compte des dynamiques et des besoins locaux, et le renforcement de la participation des paysans aux processus de décision. De telles mesures pourraient contribuer à rendre les initiatives de paix plus efficaces et durables, tout en soutenant la résilience et le bien-être des paysanneries.

L'examen du cas malien met en lumière les multiples façons dont le conflit armé a transformé les paysanneries au nord du pays. Les effets dévastateurs du conflit, incluant les déplacements forcés et les modifications des modes de vie paysans, sont étroitement liés à des relations complexes et souvent tendues entre les paysans, l'État et les acteurs du conflit. Toutefois, les stratégies de restauration de la paix et de la stabilité, malgré certaines limitations, suggèrent des voies pour atténuer les impacts du conflit et reconstruire les communautés paysannes. Ces constatations offrent des perspectives importantes pour comprendre les interactions entre les conflits armés, les paysanneries et le politique dans le contexte malien.

#### **4. Comparaison et analyse comparative**

Après avoir examiné en détail les impacts des conflits armés sur les paysanneries en Guinée et au Mali, il est nécessaire de se pencher sur une analyse comparative de ces deux contextes. Cette analyse permettra non seulement de mettre en lumière les différences contextuelles, mais aussi d'identifier des schémas communs et des points de divergence dans la manière dont les conflits transforment la relation entre les paysanneries, l'État et les acteurs externes.

##### **4.1. Comparaison des impacts des conflits sur les paysanneries en Guinée et au Mali**

En Guinée, les conflits liés à l'exploitation minière ont surtout entraîné des perturbations territoriales. Les paysans ont été dépossédés de leurs terres, souvent sans compensation adéquate, ce qui a provoqué des tensions sociales et économiques (Cotula, 2011). L'arrivée des compagnies minières a également modifié les relations de pouvoir entre les paysans et l'État, avec des politiques favorisant souvent les intérêts des compagnies minières au détriment des communautés locales (Hilson & Maconachie, 2009). Par exemple, dans la région de Kankan, l'expansion des activités minières a déplacé plusieurs communautés agricoles, entraînant une réorganisation profonde de leur économie locale et une modification de leur mode de vie traditionnel.

Au Mali, le conflit armé a surtout provoqué des déplacements forcés de population et une insécurité généralisée. Les paysans du nord du Mali, par exemple, ont été contraints d'abandonner leurs terres et leurs moyens de subsistance traditionnels, ce qui a eu des conséquences dévastatrices sur leur sécurité alimentaire et leur cohésion sociale (Whitehouse, 2012). Les conflits ont également modifié les relations entre les paysans, l'État et les acteurs du

conflit, avec de nombreuses communautés rurales se retrouvant coincées entre les différents acteurs armés (Feyissa & Hoehne, 2010).

Il est donc crucial de comprendre que bien que les impacts des conflits soient profonds dans les deux pays, ils se manifestent de différentes manières, en fonction des spécificités des contextes locaux et nationaux. Une compréhension détaillée de ces contextes est donc nécessaire pour formuler des stratégies efficaces pour soutenir les paysanneries dans ces zones de conflit.

#### **4.2. Analyse des similitudes et des différences dans la manière dont les conflits transforment la relation entre les paysanneries, l'État et les acteurs externes**

Dans les deux contextes, on observe une érosion de la confiance des paysans envers l'État. En Guinée, l'État, dans sa quête de maximiser les revenus de l'exploitation minière, est souvent perçu comme favorisant les intérêts des compagnies minières multinationales aux dépens des communautés rurales locales (Hilson & Maconachie, 2009). Par exemple, dans la région de Boké, l'État a approuvé l'extension de l'exploitation minière sur des terres autrefois utilisées pour l'agriculture, provoquant la colère et le ressentiment des populations locales qui se sont senties trahies par un gouvernement qu'ils estimaient devoir protéger leurs droits et intérêts.

Au Mali, la confiance des paysans envers l'État a été érodée par la perception d'un abandon du nord du pays par l'État central, ainsi que par l'incapacité de l'État à fournir sécurité et services de base dans le contexte du conflit (Whitehouse, 2012). Dans les régions de Kidal et Gao, par exemple, l'État est souvent perçu comme absent ou impuissant, renforçant les sentiments de marginalisation et d'abandon.

Cependant, il existe également des différences notables dans la manière dont ces relations se sont transformées. Au Mali, face à l'insécurité et à la complexité du paysage du conflit, certains paysans ont développé des relations pragmatiques avec différents acteurs du conflit, y compris les groupes rebelles et les militants islamistes, pour assurer leur survie (Bøås & Dunn, 2013). Par exemple, dans le nord du Mali, certaines communautés paysannes ont noué des alliances temporaires avec les groupes rebelles pour protéger leurs récoltes et leur bétail.

En revanche, en Guinée, la relation entre les paysans et les compagnies minières est souvent plus conflictuelle. Les paysans ont souvent du mal à négocier avec des compagnies minières puissantes et bien financées, et leur résistance à la perte de terres et à la pollution environnementale peut conduire à des tensions et des conflits (Wilson, 2015). Par exemple, dans la préfecture de Boffa, des affrontements ont éclaté lorsque les paysans ont protesté contre l'expansion d'une mine de bauxite qui menaçait leurs terres agricoles et leurs ressources en eau.

#### **4.3. Discussion des implications pour la compréhension des dynamiques de conflictualité et leur impact sur les paysanneries**

Dans un contexte comme la Guinée, où les conflits sont principalement liés à l'exploitation des ressources naturelles, il est essentiel de développer des réglementations plus strictes pour l'exploitation minière, de renforcer les droits fonciers des paysans et de promouvoir la transparence et l'engagement communautaire de la part des entreprises minières (Hilson & Maconachie, 2009 ; Cotula, 2011). Par exemple, des modèles tels que l'exploitation minière artisanale pourraient être explorés, où les communautés locales ont une plus grande part des bénéfices et sont plus impliquées dans la gestion des ressources (Hilson & Garforth, 2012).

Au Mali, les conflits armés, notamment ceux qui sévissent dans le nord du pays, ont fortement affecté la vie des populations rurales, et en particulier des paysanneries. L'insécurité, la violence et les déplacements forcés ont eu un impact majeur sur les pratiques agricoles et pastorales, modifiant profondément les modes de vie ruraux traditionnels. Face à cette réalité, il est essentiel de mettre en place des stratégies qui prennent en compte les spécificités du contexte malien et les transformations induites par le conflit.

Le dialogue inclusif entre les différentes parties du conflit, y compris les paysanneries, est une approche qui a été recommandée par plusieurs chercheurs (Bøås & Dunn, 2013). Dans un pays marqué par des tensions ethniques et territoriales, le dialogue peut servir de moyen pour comprendre les revendications des différentes parties, faciliter la résolution des différends et construire un sentiment d'appartenance commune. Les paysanneries, en tant que parties prenantes clés du conflit et acteurs principaux de la production agricole et pastorale, devraient être activement impliquées dans ces dialogues. Cela peut permettre de reconnaître et de valider leurs expériences et leurs perspectives, favorisant ainsi une meilleure compréhension des problèmes et des solutions possibles.

Cependant, il est crucial que ces interventions prennent en compte les transformations des modes de vie paysans induites par le conflit (Diarra & Monimart, 2006 ; McDougall & Scheele, 2012). Par exemple, certains paysans peuvent avoir adapté leurs pratiques agricoles en réponse au conflit, en cultivant des cultures plus résistantes à la sécheresse ou en se tournant vers de nouvelles activités économiques. Plutôt que d'essayer de simplement revenir à la "normalité" pré-conflit, les interventions de reconstruction et de développement devraient chercher à comprendre et à accompagner ces nouvelles réalités, tout en soutenant la résilience et l'autonomie des paysanneries. Cela pourrait se traduire par des formations agricoles adaptées,

le soutien à la diversification des moyens de subsistance, ou la mise en place de mécanismes de crédit agricole flexibles.

Cette analyse comparée des impacts des conflits sur les paysanneries en Guinée et au Mali suggère que pour concevoir des politiques et interventions efficaces pour la gestion des conflits et la restauration de la paix, il est essentiel d'avoir une compréhension nuancée des transformations des relations entre les paysanneries, l'État et les acteurs externes induites par ces conflits. Cela implique de prendre en compte non seulement les aspects matériels de ces relations, comme l'accès à la terre et aux ressources, mais aussi les aspects sociaux et politiques, tels que la confiance, la représentation et la participation aux processus de prise de décision.

L'analyse a montré que, dans les deux pays, les conflits ont érodé la confiance des paysans envers l'État et les acteurs externes, créant une atmosphère d'insécurité et de méfiance. En conséquence, les efforts pour gérer les conflits et restaurer la paix doivent impliquer des mesures pour reconstruire cette confiance. Cela pourrait impliquer, par exemple, des efforts pour améliorer la transparence et la responsabilité de l'État et des acteurs externes, ainsi que des initiatives pour promouvoir le dialogue et la compréhension mutuelle.

De plus, l'analyse a souligné l'importance d'une approche ascendante qui valorise les savoirs et les expériences des paysanneries, et qui les implique activement dans les processus de prise de décision (Feyissa & Hoehne, 2010). Trop souvent, les interventions de gestion des conflits et de restauration de la paix sont conçues et mises en œuvre de manière top-down, sans une participation adéquate des communautés affectées. Cela peut conduire à des solutions qui ne répondent pas aux besoins et aux réalités spécifiques des paysanneries, et qui peuvent même exacerber les tensions et les conflits.

Par conséquent, pour être efficaces, les politiques et interventions doivent être ancrées dans une compréhension approfondie des contextes locaux, et doivent être co-construites avec les paysanneries. Cela pourrait impliquer, par exemple, des consultations et des ateliers participatifs avec les paysans, ainsi que des efforts pour renforcer leur capacité à participer aux processus de prise de décision. De plus, cela pourrait également signifier l'intégration de savoirs locaux et de pratiques paysannes dans les stratégies de gestion des conflits et de restauration de la paix, en reconnaissant et en valorisant la résilience et l'adaptabilité des paysanneries face aux défis posés par les conflits.

Les conflits que nous avons examinés dans cet article - en Guinée autour de l'exploitation minière et au Mali liés à des enjeux politico-militaires - bien qu'impliquant des acteurs et des dynamiques différentes, ont des impacts marquants sur les paysanneries de ces régions. Ces

impacts transcendent les changements économiques et matériels, altérant les relations sociopolitiques entre les paysans, l'État et les acteurs externes.

À partir de l'analyse, il ressort que les stratégies visant à restaurer la paix et la stabilité doivent prendre en compte la complexité et la spécificité des conflits dans différents contextes. Cela implique une reconnaissance de la diversité des acteurs impliqués, des dynamiques de pouvoir en jeu, et des dimensions matérielles, sociales et politiques de ces conflits.

De plus, il est essentiel de reconnaître le rôle actif que jouent les paysanneries en tant qu'agents de leur propre changement. Nos analyses montrent que, face aux conflits et à leurs impacts, les paysans ne sont pas de simples victimes passives, mais qu'ils développent activement diverses formes d'assujettissement et d'agency. Par exemple, ils s'adaptent à des conditions changeantes, négocient avec différents acteurs, défendent leurs droits, et participent à la construction de solutions pour leurs communautés. Ces stratégies paysannes sont ancrées dans leurs connaissances locales et leurs expériences vécues, et reflètent leur résilience face aux défis imposés par les conflits. Elles représentent également un potentiel important pour la construction de solutions de paix et de stabilité qui sont justes, durables, et enracinées dans les réalités et les aspirations des paysanneries.

Cette analyse comparative met en évidence l'importance de la contextualisation pour comprendre les dynamiques de conflictualité et leurs impacts sur les paysanneries. Malgré les spécificités locales, il existe des similitudes frappantes dans les conséquences des conflits sur les paysanneries en Guinée et au Mali. Ces conclusions ont des implications importantes pour les politiques de gestion des conflits et de restauration de la paix, soulignant la nécessité d'approches contextuelles et tenant compte des besoins et des voix des paysanneries.

### **Conclusion**

Cette étude a exploré les dynamiques de conflictualité et leurs impacts sur les paysanneries en Guinée et au Mali. Dans les deux contextes, les conflits armés ont provoqué des bouleversements significatifs, affectant les modes de vie paysans et transformant leurs relations avec l'État et les acteurs externes. Cependant, la nature spécifique et l'ampleur de ces impacts varient selon les contextes, avec des perturbations territoriales majeures en Guinée liées à l'exploitation minière et des déplacements de population et une insécurité généralisée au Mali (Wilson, 2015 ; Verweijen & Marijnen, 2018). Malgré ces différences, des schémas communs émergent, notamment une érosion de la confiance envers l'État et une augmentation de l'insécurité (Feyissa & Hoehne, 2010).

Les conclusions de cette étude ont des implications importantes pour la politique et la gestion des conflits. Elles soulignent la nécessité d'approches contextuelles pour la gestion des conflits et la restauration de la paix qui tiennent compte des besoins et des voix des paysanneries (Richmond & Mitchell, 2012). Elles suggèrent également que les politiques de gestion des conflits doivent s'attaquer aux causes sous-jacentes des conflits, notamment les inégalités socio-économiques et la marginalisation des paysanneries, plutôt que de se concentrer uniquement sur les symptômes (Autesserre, 2010).

En termes de recherches futures, cette étude souligne la nécessité d'approfondir notre compréhension des dynamiques de conflictualité et de leur impact sur les paysanneries dans différents contextes. Il serait particulièrement utile d'examiner comment les conflits interagissent avec d'autres facteurs, tels que les changements climatiques ou les politiques agricoles, pour influencer les modes de vie paysans et leurs relations avec l'État et les acteurs externes. En outre, des recherches supplémentaires pourraient examiner les stratégies adoptées par les paysans pour faire face aux conflits et les conséquences de ces stratégies sur leur bien-être et leur résilience à long terme.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2009). Farmer–herder conflicts, pastoral marginalisation and corruption: a case study from the inland Niger delta of Mali. *Geographical Journal*, 175(1), 71-81.
- Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2014). Farmer–herder conflicts, pastoral marginalisation and corruption: a case study from the inland Niger delta of Mali. *The Geographical Journal*, 180(1), 71-81.
- Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2014). Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation. *The Journal of Peasant Studies*, 41(3), 377-391.
- Bennett, A., & Elman, C. (2006). Qualitative research: Recent developments in case study methods. *Annual Review of Political Science*, 9, 455-476.
- Bøås, M., & Dunn, K. C. (2013), *Politics of origin in Africa: Autochthony, citizenship and conflict*. Zed Books Ltd.
- Bowen, G. A. (2009). Document analysis as a qualitative research method. *Qualitative research journal*, 9(2), 27-40.
- Cissé, I. (2015). Land and natural resources rights for sustainable development: Lessons from rural communities in sub-Saharan Africa. *Environment, Development and Sustainability*, 17(5), 1141-1163.

- Cissé, Y. (2015), L'Etat et la question foncière en Guinée-Conakry : Edition Harmattan Guinée.
- Cotula, L. (2006), Land and water rights in the Sahel: Tenure challenges of improving access to water for agriculture. International Institute for Environment and Development.
- Cotula, L. (2008). The extractive industries and society: an international journal. Land rights and the rush for land, 35(3), 207-226.
- Cotula, L. (2008). The politics of hybrid legal systems in Africa: examining the impact of statutory law on pastoralism and mining. Journal of Legal Pluralism, (57), 1-23.
- Cotula, L. (2011), Land deals in Africa: What is in the contracts? International Institute for Environment and Development.
- Cramer, C. (2003). Does inequality cause conflict? Journal of International Development, 15(4), 397-412.
- Diarra, M., & Monimart, M. (2006). Les migrations circulaires internationales autour de Mopti. Autrepart (39), 35-51.
- DiCicco-Bloom, B., & Crabtree, B. F. (2006). The qualitative research interview. Medical education, 40(4), 314-321.
- Duffield, M. (2001), Global governance and the new wars: The merging of development and security. Zed Books.
- Ferrer, M. N. (2017). Les conséquences du conflit malien sur le monde rural: les politiques pastorales entre continuité et innovation. Revue Tiers Monde, 1, 153-174.
- Feyissa, D., & Hoehne, M. V. (2010). Resourcing state borders and borderlands in the Horn of Africa. Development and Change, 41(4), 773-787.
- Hilson, G., & Garforth, C. (2012). 'Agricultural poverty' and the expansion of artisanal mining in sub-Saharan Africa: experiences from southwest Mali and southeast Ghana. Population Research and Policy Review, 31(3), 435-464.
- Hilson, G., & Maconachie, R. (2009). The extractive industries and society: an international journal. Introduction: In search of justice: Reconfiguring mining, development and expropriation in West Africa, 1(1), 1-10.
- Kaldor, M. (2012), New and old wars: Organised violence in a global era (3rd ed.). Polity.
- Korf, B. (2005). Rethinking the greed–grievance nexus: Property rights and the political economy of war in Sri Lanka. Journal of Peace Research, 42(2), 201-217.
- Lecocq, B. (2010): That desert is our country: Tuareg rebellions and competing nationalisms in contemporary Mali (1946–1996). University of Amsterdam.

- Lecocq, B., & Schrijver, P. (2007). The War on Terror in a Haze of Dust: Potholes and Pitfalls on the Saharan Front. *Journal of Contemporary African Studies*, 25(1), 141-166.
- Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., ... & Ly, I. (2013). One hippopotamus and eight blind analysts: a multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali. *Review of African Political Economy*, 40(137), 343-357.
- Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., ... & Lacher, W. (2013). One Hippopotamus and Eight Blind Analysts: A multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali. *Review of African Political Economy*, 40(137), 343-357.
- McDougall, E., & Scheele, J. (2012), *Saharan frontiers: Space and mobility in Northwest Africa*. Indiana University Press.
- McMahon, G., & Morel, B. (2014). From curse to opportunity: Managing natural resource revenues in Guinea. *Extractive Industries and Society*, 1(1), 75-85.
- Peemans, J-P. (2002), *Peasants in Africa: Historical and Contemporary Perspectives*. New Fetter Lane, London: Zed Books.
- UNHCR (2013), UNHCR country operations profile - Mali. Retrieved from: <http://www.unhcr.org/pages/49e484e36.html>.
- Verweijen, J., & Marijnen, E. (2018). The counterinsurgency/conservation nexus: guerrilla livelihoods and the dynamics of conflict and violence in the Virunga National Park, Democratic Republic of the Congo. *The Journal of Peasant Studies*, 45(2), 300-320.
- Whitehouse, B. (2012). The force of action: Legitimizing the coup in Bamako, Mali. *Africa Spectrum*, 47(2-3), 93-110.
- Wilson, G. (2015), *Mining, the Aluminium Industry and Indigenous Peoples: Enhancing Corporate Respect for Indigenous Peoples' Rights*. Business for Social Responsibility.
- Yaro, J. A. (2010). Customary tenure systems under siege: contemporary access to land in northern Ghana. *GeoJournal*, 75(2), 199-214.
- Yin, R. K. (2013). Validity and generalization in future case study evaluations. *Evaluation*, 19(3), 321-332.